



Monnaie numérique: nouvelle embûche sur la route de **la libra** de Facebook
Économie, page 21

Christophe Sturzenegger présente le Geneva Brass Festival. Nos bons plans pour ce week-end
Sortir, pages 28 à 31



Monde

Suisse
Economie
Culture
La der

GEORGES CABRERA

Conflit

La Turquie lance son offensive contre les Kurdes syriens

La 3^e opération militaire turque en Syrie vise à établir une «zone de sécurité» où réinstaller 2 millions de réfugiés syriens

Jérémie Berlioux Istanbul

Après dix-huit mois de préparatifs, la Turquie intervient pour la troisième fois en trois ans en Syrie, cette fois-ci dans le nord du pays. L'opération «Source de paix» fait suite à «Bouclier de l'Euphrate» en 2016 et «Rameau d'olivier» à Afrin en 2018.

Officiellement, la Turquie entend se constituer une «zone de sécurité» d'une trentaine de kilomètres de profondeur et affaiblir durablement - voire détruire - les Unités de protection du peuple YPG, qui contrôlent la région. Ce groupe armé kurde est la colonne vertébrale des Forces démocratiques syriennes que les États-Unis et leurs alliés soutiennent contre Daech. Or, Ankara considère les YPG comme la branche syrienne de la guérilla kurde du PKK, sa bête noire, contre laquelle elle est en guerre depuis les années 1980. Ce conflit a fait plus de 45 000 morts.

Le déclenchement de cette incursion militaire décriée s'est fait dans la plus grande confusion. Dimanche soir, le président turc Recep Tayyip Erdogan n'avait rien obtenu de son entretien téléphonique avec le président américain Donald Trump. Il s'est contenté d'exprimer toute sa frustration quant à la mise en application de l'accord conclu cet été, prévoyant la constitution d'une zone tampon de 5 km de large le long de la frontière, d'où les forces kurdes se sont retirées. Quelques heures plus tard pourtant, Donald Trump surprend tout le monde, y compris son administration et la Turquie, en abandonnant l'accord et en retirant ses soldats de la frontière. Les portes du nord de la Syrie sont depuis grandes ouvertes.

À Washington, certains tentent de rétro-pédaler. Le président Trump a même semblé changer d'avis lorsqu'il a promis lundi les pires supplices à l'économie turque si Ankara «fait quoique ce soit que, dans ma grande et inégalable sagesse, je considère hors limites». De quelles limites parle-t-il? Mystère. En août 2018, quelques tweets trumpiens similaires avaient



La fumée envahit le ciel après le bombardement par la Turquie de la ville de Ras al-Ain, en Syrie, le long de la frontière. D. SOULEIMAN/AFP

plongé la Turquie dans une grave crise monétaire dont le pays peine à s'extirper. Un an plus tard, Ankara ne semble guère inquiète alors que son aviation pilonne les villes frontalières syriennes.

Le deuxième volet de l'opération «Source de paix» consiste à réinstaller un à deux millions de

réfugiés syriens, principalement arabes, dans la «zone de sécurité» peuplée majoritairement de Kurdes. «La Turquie entend importer le modèle d'Afrin dans le nord de la Syrie et se constituer une zone d'influence», explique Sinan Ulgen, président du think tank stambouliote Edam. Suite à l'occupa-

tion de cette enclave au nord-ouest de la Syrie par l'armée turque et ses supplétifs syriens, la moitié de la population à majorité kurde a fui. Les équilibres démographiques ont été totalement bouleversés tandis qu'un climat de violence larvée a contraint les minorités yézidiennes et chrétiennes à l'exil. Pour

les partis kurdes de Syrie, il s'agit d'un nettoyage ethnique.

À la fin de septembre, le gouvernement turc a dévoilé son plan pour la réinstallation des réfugiés qui, s'il venait à être mis en application, transformerait profondément la physionomie du nord du pays. Ankara prévoit la construc-

tion de dizaines de villes et villages au sein de la «zone de sécurité». La Turquie devra d'abord obtenir le consentement des réfugiés avant toute relocalisation, ce qui est loin d'être acquis. Ce plan évalué à plusieurs dizaines de milliards de dollars est hors de portée de l'économie turque. «Ankara devra développer des partenariats internationaux pour le financer, quitte à faire pression comme par le passé sur les États-Unis ou l'Union européenne», souligne Sinan Ulgen. Or, l'UE vient d'appeler la Turquie à cesser son opération et insiste sur le fait qu'elle ne payera pas pour cette «zone de sécurité».

Ce plan est un argument central du président Erdogan dans sa réponse à la vague de racisme traversant l'intégralité de la population turque. Le pays accueille plus de 3,6 millions de réfugiés syriens. Cette question est devenue omniprésente dans la vie politique turque, notamment à l'occasion des élections municipales du printemps dernier. Le Parti de la justice et du développement (AKP) d'Erdogan a perdu la plupart des grands centres urbains, dont Istanbul et Ankara. Pour de nombreux observateurs, les électeurs auraient sanctionné la politique économique et migratoire du gouvernement.

À l'heure actuelle, seul le parti kurde HDP s'est dit catégoriquement opposé à cette nouvelle opération militaire. Toutes les autres formations politiques représentées au parlement ont exprimé leur soutien aux forces armées turques.

«C'est un cadeau pour Daech»

● Pour Jordi Tejel Gorgas, professeur à l'Institut d'histoire de l'Université de Neuchâtel et spécialiste de la question kurde, l'intervention militaire turque pourrait provoquer une résurgence du groupe État islamique.

La Turquie a-t-elle la capacité d'envahir le nord de la Syrie?

La Turquie a tous les atouts: aviation, hélicoptères, missiles tout neufs et la 2^e armée la plus puissante de l'OTAN. Mais le Pentagone a fermé l'espace aérien, ce qui pourrait compliquer la tâche des forces aériennes. En revanche, c'est un terrain plat, donc accessible pour des chars.

Erdogan dit vouloir y installer

Jordi Tejel Gorgas
Université de Neuchâtel

Une partie des réfugiés accueillis sur son territoire. Facile à dire, mais concrètement, c'est très compliqué. En violant la souveraineté du territoire syrien et en déplaçant des réfugiés contre leur gré, il enfreindrait doublement le droit international.

Quelle est la priorité d'Erdogan: se débarrasser des réfugiés syriens ou éloigner les forces kurdes, qu'il qualifie de «terroristes»?

Les deux. Par ricochet, il pourrait même arriver à arabiser cette

zone frontière en y installant les réfugiés durablement. Cela bouleverserait le caractère démographique et ethnique de cette région, majoritairement kurde par endroits.

Cette offensive pourrait-elle déstabiliser toute la région?

Oui, c'est un cadeau pour Daech. Les Forces démocratiques syriennes (FDS), dont les Unités de protection du peuple kurde (YPG), sont les seules à combattre les djihadistes et elles ne pourront pas être sur les deux fronts à la fois. Il risque aussi d'y avoir un effet domino avec l'Irak, actuellement dans une situation instable. Ce qui pourrait obliger les États-Unis à revenir dans la région avec plus de moyens. **Y.V.**

PUBLICITÉ

cerutti, le toit par excellence

cerutti-tolines.ch